



Le Travailleur Catalan

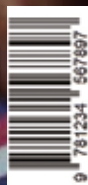
Journal ouvert pour esprits libres !

Inclus
Dossier
L'eau d'aquí

Tous à la fête !

*Les 30 juin et 1^{er} juillet
au Bocal du Tech*

2 € - N°3981 - Du 23 au 29 juin 2023



• **Libertés syndicales**

Stop à la répression p. 4/5

• **Perpignan**

Marche des fiertés p. 8

• **Immigration**

Comprendre l'histoire p. 14

l'Édito

Vingt-et-trois étrangers et nos frères pourtant !



René Granmont

Alors qu'ils n'avaient réclamé ni « la gloire, ni les larmes », Mélinée et Missak Manouchian vont enfin entrer au Panthéon. À travers cette décision, la France consent enfin à honorer la résistance communiste étrangère, quatre-vingts ans après que soient tombés sous les balles des nazis les vingt-trois membres des FTP-MOI*. Cet acte de mémoire honore, par-delà Manouchian, ces groupes armés qui surent fédérer une jeunesse éprise de liberté, entrée tôt dans la résistance : des étrangers, des apatrides, des Hongrois,

des Polonais, des Roumains, des juifs ash-

kénazes jetés dans la clandestinité par la Gestapo et la police de Vichy, des républicains espagnols, des anciens brigadistes, des partisans ayant fui l'Italie de Mussolini, des Arméniens rescapés du génocide... Tous communistes, tous amoureux de la terre qui les avait accueillis, au point de mourir pour elle, pour ses principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

Comme l'a souligné le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, « par cet acte, la République française reconnaît officiel-

lement le rôle important joué par les communistes dans la Résistance, parmi tous les résistants. » Robert Guédiguian, le réalisateur du film *L'armée du crime*, affirme que « Manouchian représente à mes yeux la synthèse de l'espoir communiste, de l'internationalisme et de la jeunesse, avec toute sa pureté. » Et il ajoute que cet hommage doit nous interpeller « sur le rapport que la France devrait entretenir avec les immigrés ».

Car, en se félicitant de la décision de faire entrer dans le temple républicain Mélinée et Missak Manouchian, on peut remarquer que, paradoxalement, elle intervient de la main d'un pouvoir qui préfère donner des gages à l'extrême droite plutôt que d'écouter ce que nous dit la MOI sur celles et ceux qui vivent ici, à nos côtés, quelles que soient les raisons de leur exil. Elle intervient au lendemain d'un nouveau naufrage meurtrier dans cette mer Méditerranée, que Manouchian traversa en réfugié, devenue, dans la plus grande indifférence, le cimetière de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants.

L'oubli des vivants ne peut qu'assombrir l'hommage rendu aux morts. La loi qui se trame encore contre les migrants entérinera, si elle est adoptée, la criminalisation du séjour irrégulier ce qui ne pourra que conforter tous ceux qui, nostalgiques de la collaboration avec les nazis, disciples aujourd'hui de la théorie complotiste du grand remplacement, désignent les immigrés et leurs descendants comme un péril pour la nation française et son identité, crachant ainsi sur les jeunes héros de l'Affiche rouge.

* *Francs-tireurs et partisans - Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI), unités de la Résistance communiste fondées en avril 1942 pour conduire la guérilla urbaine contre l'occupant nazi.*

Annonces

Vendredi 23 juin à 18h30 – Clap-Ciné à Canet-en-Roussillon.
UPTC. Moi, Français-juif-arabe, comment j'ai démissionné du sionisme ? Conférence de Michel Bénizri.

Jeudi 29 juin à 18h30 – Salle du Foirail Prades.
Conférence de Colette Roumanoff sur les maladies Alzheimer et apparentées.

POUR L'INTERET GENERAL
LE DEVELOPPEMENT DU FRET FERROVIAIRE
L'ENVIRONNEMENT ET L'EMPLOI
NOUS AVONS BESOIN D'UNE SNCF PUBLIQUE

1 TRAIN
3 TONNES DE CO₂
CONTRE LA LIQUIDATION

= 45 CAMIONS
44 TONNES DE CO₂

RASSEMBLEMENT
MARDI 27 JUIN - 11H30
PEACE DE L'AUTOROUTE A5 - PERPIGNAN SUD
CHEMINOTS / ASSOCIATIONS / CITOYENS / ELUS

Liste des points de vente militants

Vendeurs vignettes villages

- **Vernet-les-Bains :**
- . Pierre - 06 85 69 97 22
- . Ève et Dominique - 06 26 56 28 85
- **Canet-Village :**
- . Michelle - 06 22 24 59 79
- **Elne**
- . Aïcha - 06 95 71 51 87
- . Chez Cricri Bar - 04 68 22 34 89 - 55 route nationale.
- **Alénça :**
- . Sarita - 06 10 02 02 83
- **Perpignan :**
- . Le Travailleur Catalan - 04 68 35 63 64 - 44 - avenue de Prades.
- . Henri - 06 62 92 51 61-
- **Banyuls-sur-Mer :**
- . Marie-Françoise - 06 85 40 23 29
- **Estagel :**
- . Dominique - 06 46 02 19 06
- . Caveau Pons Gralet - 04 68 57 23 83 - 2 Bd Jean Jaurès
- **Argelès-sur-Mer :**
- . Michèle - 06 70 97 82 81
- **Saint-Paul-de-Fenouillet :**
- . Mas Peyre - 06 18 70 62 24 - 30 Av. Général de Gaulle.
- **Cabestany :**
- . Guy - 06 20 01 43 88
- **Saint-Laurent-de-la-Salanque :**
- . Jean - 06 22 51 27 15.
- **Corbère-les-Cabanes :**
- . Hervé - 06 83 93 61 64.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Administrateur :
Remi Cathala
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé

Impression :
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Programme musical des 2 jours

30/06



→ Grande scène

. LOS RASKAÏ

Groupe roots rock reggae de Perpignan depuis 1998. À l'heure de l'apéro, un voyage sonore avec Los Raskaï. Des musiques latines ou de l'est aux chansons, on embarque.

. GROUPE COMPAY SEGUNDO

En 2003, au décès de son père Compay Segundo, Salvador Repilado Labrada, contrebassiste assure la relève avec El grupo Compay Segundo. Il demeure encore aujourd'hui une des figures essentielles du patrimoine musical cubain dont le "Son" résonne dans le monde entier.

→ Les fêlés du bocal

Scène Alénia

. **ROUGE** : Quatuor rock français sur-vitaminé de Perpignan, Rouge mêle avec subtilité la poésie de la langue de Molière à de puissantes mélodies et des riffs entêtants ...

Scène Perpignan

. **FIESTA LATINA** : Ambiance reggaeton, salsa, cubaton, flamenco pop et brésilienne garantie ! Fiesta Latina revisite les plus grands classiques argentins pour vous faire voyager à travers la ville de naissance du tango, Buenos Aires.



01/07

→ Grande scène

. COMBO PACHECO

Combo Pacheco nous emmène là où tout est permis, à grands renforts de cumbia aux sonorités électro-latino, à la découverte d'histoires, de personnes, de rythmes, de petites tranches de vie où l'on parle d'amour fou à lier, de femmes qui font tourner les têtes, du présent et du passé, de cette culture qui fait sens.

. LES NÉGRESSES VERTES

Les Négresses vertes est un groupe de rock alternatif français. Il est formé en 1987 par des musiciens issus pour certains du punk rock. Leur musique allie le style guinguette aux musiques méditerranéennes. Ils évolueront ensuite vers la musique électronique. Le groupe se sépare en 2001, et se reforme brièvement pour quelques concerts en 2016. En 2018, le groupe repart en tournée pour fêter le trentième anniversaire de son album des débuts, Mlah, et la poursuit en 2019. La fête du TC les accueille sur la grande scène.

→ Les fêlés du bocal

Scène Alénia

. SOMETHING SPECIAL

Un groupe entièrement dédié à la musique jamaïcaine des 60's.

Scène Perpignan

. **ROCK'IN CHAIR** : Groupe français de musique country rock. Entre modernisme et tradition, cet orchestre reprend le meilleur de la musique country traditionnelle et de la New Country, évolution contemporaine de la musique country influencée par le rock, la folk, la pop, le celtique, le blues, et parfois même par un zest de rap !

Billetterie Online :

<https://my.weezevent.com/fete-du-travailleur-catalan-1>

Atteinte aux libertés

Les libertés syndicales entravées

Macron ne se contente pas de museler la représentation nationale, il met en place un arsenal de mesures pour étouffer tout mouvement social en criminalisant l'action militante.

Sanctions, intimidations, répression, remises en cause d'occupation de locaux syndicaux... se multiplient. La CGT dénonce des situations d'atteinte aux libertés syndicales et au droit de manifester. Multiplication des convocations au commissariat de militants suite à des distributions de tracts, procédures judiciaires, garde à vue, menace d'expulsion des locaux d'UL ou d'UD...

Le patronat va dans le même sens. Il prend le relais dans les entreprises. Mettre au placard, empêcher un déroulement de carrière... Ces agissements injustes et illégaux ont un impact grave sur les personnes concernées et sont aussi nocifs pour le syndicalisme. Cela revient à faire passer aux autres salariés le message suivant : « Si vous vous syndiquez, vous aurez des ennuis quotidiens, des conditions de travail détériorées. »

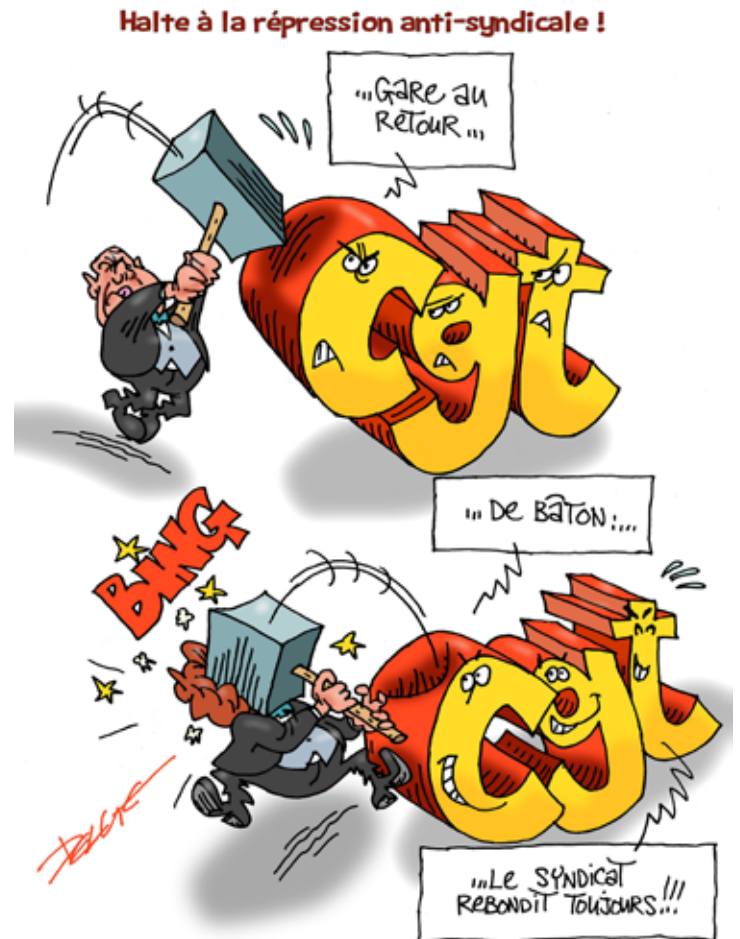
Un plan concerté

« La discrimination et la répression syndicale ne sont pas le fait de quelques individus isolés, il s'agit bien de stratégies mises en place par le patronat, notamment dans les grandes entreprises, et par le gouvernement » commente Céline Verzeletti, membre de la direction nationale de la CGT.

En effet, quand les salariés sortent dans la rue pour faire entendre leurs revendications, ils sont de plus en plus soumis à la répression, aggravée par les décrets qui étendent encore les possibilités de fichage des militants ou par le projet de Loi Sécurité globale. « Aujourd'hui, même si vous ne faites rien, s'il y a un soupçon que vous pourriez participer à un attroupement violent, ça suffit » dénonce la dirigeante nationale. L'article 24 du projet de loi vise à sanctionner toute photographie des forces de l'ordre qui serait jugée « malveillante ». Un.e manifestant.e peut être interpellé.e sur ce motif, faire jusqu'à 48 heures de garde à vue. Même si on s'aperçoit par la suite qu'il s'agit d'un.e militant.e pacifique, arrestation et garde à vue laissent des traces.

La lutte des classes existe toujours, la droite et le patronat la mènent. Les salariés ne comptent pas en rester là, ils dénoncent les atteintes aux libertés et continuent leurs luttes quotidiennes avec leurs syndicats.

Dominique Gerbault



Rivesaltes

Le syndicat dans le collimateur

Cazes, Le petit forestier, Camidi...des entreprises où il ne fait pas bon être syndicaliste.

Il y a quelques mois, *Le Travailleur Catalan* se faisait l'écho d'un cas de répression syndicale au sein de l'entreprise Cazes à Rivesaltes. Yves Ganter, représentant du personnel CGT y était menacé de licenciement, convoqué par la direction pour un entretien préalable à un licenciement, pour « faute grave ». Faute qui consiste à se battre pour que les salariés, exposés aux intempéries, aient des vêtements chauds l'hiver et légers l'été. Il a bénéficié d'un fort soutien de ses collègues et du syndicat.

Engagé depuis peu dans l'action syndicale, remarqué par sa liberté de ton, son souci de l'équité, des conditions de travail dans l'entre-

prise, Yves Ganter ne cesse d'être attaqué par la direction de cette entreprise, bien connue dans le département. Trois jours de mise à pied, avertissement, « ils n'arrêtent pas et peuvent aller plus loin » s'indigne un responsable CGT, « sa liberté d'expression lui vaut tout ça, c'est un gars très combatif. » L'Union départementale et l'Union locale CGT interpellent l'entreprise et se réservent le droit d'aller en justice. À Rivesaltes, toujours, « *Le petit forestier* », entreprise de transports par camions frigorifiques. La CGT vient de s'y réimplanter, a monté une liste pour les élections professionnelles qui a obtenu 18 %, voilà que désormais des

pressions se manifestent sur les responsables syndicaux.

Rivesaltes, encore, Camidi, entreprise de transports de marchandises dangereuses, la CGT y est implantée depuis 5 ans et subit régulièrement des attaques. Le délégué CGT vient d'écooper de trois fois trois jours de mise à pied sur des motifs peu clairs.

Des exemples qui deviennent vraiment trop nombreux pour ne pas inquiéter sur cette remise en cause du droit des salariés à agir et se défendre.

N.G.

La Poste 66

Six militants dans le viseur de la direction

Des plaintes ont été déposées. Les salariés grévistes, cinq de la CGT et un de SUD, devront répondre aux convocations policières. L'un d'entre eux risque la révocation.

Pendant quelques semaines, le centre de tri de Perpignan Nord a vu à ses portes des dizaines de salariés de toutes professions se rassembler, nuit et jour, s'installer, et perturber quelque peu la marche de l'établissement. La Poste s'est vite réorganisée, louant un local à Rivesaltes et délocalisant l'activité. On aurait pu en rester là, aucun salarié non gréviste n'ayant été empêché de se rendre à son poste de travail, aucune dégradation n'étant constatée. Le « village » provisoire a ensuite été démantelé par les grévistes. Pendant cette période agitée, l'intersyndicale des postiers, CGT et Sud, a demandé la tenue de négociations autour de deux questions principales : l'arrêt des réorganisations permanentes qui pénalisent les postiers et raccourcissent les services rendus et la titularisation des postiers intérimaires. À ce jour, ils n'ont pas encore reçu de réponse.

Intimidation et répression en marche

Une première salariée CGT, Ruth, a été convoquée au commissariat central de Perpignan. Elle s'y est rendue, soutenue par 150 salariés. Les autres le seront bientôt. « Là, il s'agit de démarches pénales, activées par la direction. Mais il y a aussi les démarches en interne, l'entreprise initie et propose des sanctions, même les plus graves. Les décisions syndicales sont collectives mais on s'attaque aux responsables syndicaux. Il s'agit bien là de tentatives de répression antisyndicale. Pour ma part, le groupe La Poste réclame la révocation. Je suis convoqué le 4 juillet, à Paris »

précise Alex, le secrétaire du syndicat CGT. Un comité de soutien a vu le jour. Une pétition est en ligne (Postiers 66). « L'intersyndicale est toujours solide et nous serons présents à la fête du TC, avec une initiative particulière... ».

Michel Marc



SNCF 66

Une sanction disproportionnée

Plus de 200 cheminots ont, devant la direction de la SNCF à Montpellier, manifesté leur soutien au conducteur de train licencié pour avoir fait usage de son téléphone au travail.

Les agents de la SNCF, comme ceux de la Poste, ne sont pas, eux aussi, épargnés, pour preuve le licenciement d'un de leurs collègues, agent de conduite de Perpignan, proche de la retraite, et plus de 25 ans de carrière. Si les faits reprochés ont été reconnus par le conducteur, ils ne justifient pas un tel niveau de sanction. Pour la CGT cheminots, « la sanction validée par la direction de la SNCF est disproportionnée. Elle place les agents de conduite au bout du fusil à la moindre faute de sécurité. Car au-delà du cas de ce cheminot, c'est bien le niveau excessif de la sanction qui interroge ». Les cheminots, leur organisation syndicale, sont en droit de se demander si ce niveau de sanction désormais « sera la norme pour toutes les erreurs commises ». Face à l'arbitraire, à l'injustice, la solidarité et le soutien au cheminot sanctionné ont été immédiats, mais le rassemblement à Montpellier avait aussi pour objectif d'exiger de la direction de la SNCF qu'elle revoie sa copie.

Michèle Devaux

Dans l'entreprise Trescases

Le règne de la terreur

Un salarié, candidat de la CGT lors des élections professionnelles de fin avril et début mai, est toujours sous menace de licenciement.

Le Travailleur Catalan donnait récemment l'information de cette atteinte au droit syndical au sein de l'entreprise de fabrication de bouchons du Boulou, Trescases : un salarié convoqué pour un entretien préalable à licenciement sous un prétexte fallacieux (échange verbal rugueux avec son supérieur hiérarchique). Or, dans cette affaire, le patron n'a respecté aucune des conditions légales. Le salarié ayant été candidat aux élections professionnelles, il était censé être protégé lors des six mois suivant l'élection.

Aujourd'hui, ce salarié est toujours dans l'attente, le dossier est entre les mains de l'inspection du travail qui a deux mois pour statuer. Pour l'heure, il est sous le

coup d'une mise à pied à titre conservatoire. Avec son salaire ? Pas sûr, selon Christian Cordier secrétaire de l'UL CGT, vu l'état d'esprit de la direction et la répression antisyndicale qu'elle mène, « c'est la terreur, l'employeur met tout en œuvre pour empêcher la mise en place d'un syndicat dans l'entreprise. » Il ajoute, « Nous serons avec ce salarié quand il reviendra dans l'entreprise à l'issue de la période de mise à pied. Nous restons très vigilants, ce qui ne nous empêche pas d'avoir beaucoup d'inquiétude pour la suite. Il y a tellement d'exemples de répression syndicale en ce moment, avec Macron, les patrons ne connaissent plus de retenue... »

Nicole Gaspon

Perpignan

Des dossiers, des propositions

En conférence de presse, la fédération des P-O. du Parti communiste a fait le point sur trois dossiers importants de l'actualité du département.

Trois dossiers importants, le fret ferroviaire, les sénatoriales, la présentation du journal « *L'Agglo ensemble* », ont fait l'objet de la conférence de presse organisée par le parti communiste des P-O. Le premier point présenté par Michel Coronas, porte-parole du PCF 66, a concerné la situation du fret ferroviaire sur le département, avec le risque de voir disparaître 80 emplois publics et circuler des milliers de camions supplémentaires, après l'annonce du démantèlement de fret rail voulu par la commission européenne et le gouvernement. Les communistes du département participeront aux initiatives prévues par les organisations syndicales. Ils

proposent, entre autres, que les super profits des sociétés d'autoroutes soient utilisés pour l'entretien du réseau et du matériel. Ils souhaitent aussi que l'on oblige les plates-formes logistiques (Amazon, La Poste...) à utiliser le fret ferroviaire plutôt que la route.

Concernant la préparation des élections sénatoriales, la direction du PCF, après avoir rencontré les partis de la NUPES, a confirmé sa volonté de tout faire pour empêcher le RN de s'emparer de sièges de sénateur dans le département. Pour ce faire, elle a proposé le rassemblement des forces de gauche et la construction d'un projet ancré sur le territoire. Dans cet esprit elle a rappelé que pour

le moment aucun accord n'a été passé et que les communistes étaient disponibles pour construire au plus vite cette union.

Enfin, le premier numéro du journal des propositions communistes dans l'Agglo de Perpignan a été présenté à la presse. Il est actuellement distribué à près de 100 000 exemplaires dans les 36 communes de la communauté urbaine de Perpignan. Il paraîtra deux fois par an, sera l'occasion de faire le point des dossiers et permettra de faire connaître aux habitants de la Communauté urbaine les différentes propositions des communistes.

Dominique Poirot

Les retraités manifestent



Le groupe des neuf, qui rassemble la grande majorité des organisations de retraités, a voulu rappeler au gouvernement que le pouvoir d'achat de l'ensemble des retraités est en berne : ainsi 13% ont recours à des associations caritatives, à des magasins de déstockage pour se nourrir. Tandis que 22% renoncent à des soins et 49% à des dépenses telles que la culture, les sports et les loisirs, 33% accèdent difficilement aux transports urbains et l'écart se creuse dans les zones rurales. Les pensions ne suivent pas les prix, d'où la manifestation nationale du 15 juin dans toute la France. À Perpignan, elle s'est terminée devant la préfecture où une motion a été remise au locataire des lieux pour lui rappeler qu'il y a là aussi comme un petit problème.



Cheveux longs, sourires aux lèvres, éclats de rire, le doute n'est plus possible : la jeunesse est bien présente, samedi après-midi, pour la distribution dans les boîtes à lettres du journal de la fédération du PCF 66. C'est ainsi qu'une poignée de volontaires du Mouvement de la jeunesse communiste des P-O. a distribué « *L'Agglo Ensemble* ». Ces jeunes-là croient fermement en l'avenir commun organisé par la pensée communiste. Ils font preuve de méthode et d'application, écoutent attentivement les consignes, c'est certain, aucune boîte à lettres de Montner et Cassagnes n'a été oubliée. De 14h à 20h, ils ont débordé d'enthousiasme pour finalement rejoindre l'anniversaire d'un des leurs. Un énorme merci à Salomé, Youssef, Bastien et Stan... et bien entendu : joyeux anniversaire Marco !

Olivier Patrouix Gracia

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Rivesaltes

Table ronde Transport

L'ADECR et le PCF66 continuent leur tour thématique dans le département.

À l'invitation de l'association des élus communistes et républicains (ADECR) et du PCF66, une nouvelle étape des problématiques du département, a eu lieu à Rivesaltes. Après la gestion de l'eau, c'est au tour des problématiques des transports que, Patrick Cases, conseiller régional, Lola Beuze, conseillère départementale, Michel Coronas, porte-parole du PCF66 et Jean Vilert, section PCF de Rivesaltes, ont invité associations et élus pour une table ronde.

Des élus non présents mais des associations de défense comme « *Osons le rail* » de Céret (Pierre Steber) et « *Train en tête* » de Prades (Enric Balaguer), ont permis un échange large sur ces questions. Et en premier lieu un partage du constat actuel. « *Le manque d'élus à ce type de débat est un signe de leurs difficultés à prendre en compte ces problématiques. Pourtant il n'est pas nécessaire d'être un maire de commune avec une gare pour*

s'intéresser aux dessertes ferroviaires », a expliqué un intervenant. Les difficultés au quotidien aussi, liées souvent au cadre légal mouvant (lois Notre et LOM) qui morcelle les AOM (autorités organisatrices des mobilités) interdisent une bonne interconnexion des réseaux du département. Enfin, la question centrale et d'avenir de l'aménagement harmonieux du département, qui a su garder des atouts non négligeables avec la possibilité de couvrir par train les trois vallées, a été évoquée.

Créer un rapport de force

À ces problématiques, l'ensemble des participants ont pointé la nécessité de l'intervention citoyenne et la création d'un rapport de force pour changer les mentalités et aller vers un meilleur service public aux habitants. Réactivation des lignes Elne-Céret et vallée de l'Agly aux voyageurs, amélioration des cadencements pour mettre en adéquation les besoins de la population des P.-O. qui va continuer de croître. Un financement est



à trouver par exemple en prélevant sur les bénéfices des sociétés d'autoroutes. Il y a urgence de trouver des solutions d'utilité sociale et, comme l'a souligné un intervenant, « *le tout voiture c'est fini !* » Le temps a manqué pour parler de transport marchandises et de fret ferroviaire, pourtant si impactant pour le département avec l'autoroute la plus chargée en camions de France.

P.P.

1ER JUILLET 2023 / DÉPART 16H00
PLACE CATALOGNE À PERPIGNAN

MARCHE
des **FIERTÉS**
des Pyrénées-Orientales

Liberté, égalité, fiertés pour une société inclusive

18H00 : SOIRÉE DE CLÔTURE
ET VILLAGE ASSOCIATIF
PALAIS DES ROIS DE MAJORQUE

La marche des fiertés des Pyrénées-Orientales sur notre site web.

Liberté, égalité, fiertés

Pour une société inclusive

Face à la haine et aux violences, une deuxième marche des fiertés est organisée le 1^{er} juillet à Perpignan.

Après avoir réuni 1500 participant-e-s l'année passée, au-delà des prévisions de chacun, la marche des fiertés fera son grand retour le samedi 1er Juillet à Perpignan. Objectif : réunir encore plus de personnes pour un moment à la fois militant et festif.

Cette année a une résonance particulière puisque nous venons de fêter les 10 ans du mariage pour tous, arraché au prix de longs débats émaillés de violentes sorties homophobes de la « *manif pour tous* ». Cependant, malgré les avancées indéniables du droit, une violence persiste de la part de milieux réactionnaires contre les personnes LGBTQI+, que les rapports ne cessent de dénoncer et dont le Centre LGBT+66, organisateur de la marche des fiertés, a dernièrement fait les frais avec des dégradations de sa façade.

Le slogan de la marche, choisi par un vote participatif, avec un rappel d'attachement aux valeurs républicaines, permet d'affirmer que toute personne doit avoir une place digne et égale dans notre société, quelle que soit sa différence ou sa situation. L'affiche, réalisée par une élève d'art appliqué du lycée Lurçat de Perpignan et choisie après un concours, symbolise cette marche joyeuse dans l'union.

La marche partira à 16 heures place de Catalogne, accompagnée de cinq chars pour arriver...Au palais des rois de Majorque à 18 heures ! Les participant-e-s trouveront dans les jardins du palais un village associatif, où les associations partenaires de la marche seront à la disposition du public pour renseigner, prévenir et faire du dépistage. La soirée de clôture, avec show de *Drag Queen* et *Dj set*, se prolongera jusqu'à 21 h 30, avec des stands de nourriture et boissons.

Tous les ingrédients semblent réunis pour faire de cette deuxième édition un beau moment de fête et un rempart encore plus fort contre la haine.

Alexandre Cathala

En Català



Plantes bones i no pas tan bones

- S'ha acabat la temporada de coscolls. N'has pogut menjar?
- Ben segur. Tinc els meus llocs on trobar-ne, més amunt de Prats i sota el Canigó.
- La teva localització és pas gaire precisa, com sempre quan parles de bolets o d'anar a pescar truites... Mes ja me pensi que saps on anar per preparar-te una amanida de coscolls. I si n'has menjat i encara ets viu vol dir que t'has pas confós amb l'acònit.
- Si has anat a buscar coscolls un parell de cops amb algú que en sap, te podes pas confondre.
- Doncs he llegit a la premsa de Catalunya Sud que el cap de setmana passat, al Ripollès, els bombers van rescatar in extremis i amb helicòpter un excursionista que havia menjat acònit pensant que eren coscolls. Se n'ha sortit de poc.
- Cada any sol passar un cop o altre. A muntanya cal pensar en lo que fas i lo que culles. Entre plantes i bolets hi ha el millor i el pitjor. Dignes-me, com en diuen doncs al sud d'aquestes?
- Ja sapes que les plantes i els bolets tenen molts noms diferents d'un lloc a l'altre. L'acònit en diuen tora blava, que és lògic pel color blau de la seva flor. Pel coscoll hi ha més noms, api silvestre o xicoira...
- Acònit o tora blava digues-li com vulguis mes és clar que cal pas jugar amb això, és la planta assassina, no hi ha antídote i te pot matar arreu fet. Les vaques rai en mengen pas mai, encara que n'hi hagi al mig dels prats on pasturen. I si saps pas que fas, com sembla que ha passat amb aquest senyor, és millor abstenir-se.
- M'abstinc pels coscolls; mes de bolets en conec uns quants, hauriem de començar a espiar si surten giroles, o ginestoles o rossinyols. Belleu també corrioletes o cama-secs...
- Si la sequera que ha fet fins ara ens permet trobar quelcom, encara s'ha de veure.
- Sense coscolls ni bolets que farem?
- Encara ets a temps d'anar a buscar herbes de Sant Joan i un grapat de nous verdes per fer una bona ratafia. Mes fes aprofit amb les herbes que culles.

C&C

Solidarité

Journée mondiale du réfugié

Organisée pour la première fois à Perpignan par Welcome 66, la journée mondiale du réfugié a réuni des associations de défense des réfugiés, une troupe de théâtre et des groupes musicaux.

Initié en 2008 par le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations Unies, la journée mondiale du réfugié a pour objectif de sensibiliser à l'importance de l'inclusion et la nécessité d'offrir un accueil digne et un refuge sûr aux réfugiés.

Corinne, la représentante de *Welcome 66*, a présenté l'association dont le but est d'éviter des souffrances supplémentaires aux réfugiés, jeunes et moins jeunes, et rompre leur isolement à travers des activités sportives et culturelles partagées. En ouverture, un diaporama sobre et émouvant en hommage à Jacques Ollion, récemment décédé et pilier de la Cimade a été projeté. Marie, étudiante en sociologie et stagiaire à *Welcome* a ensuite présenté son travail sur la socialisation et la politisation des jeunes réfugiés. Pour elle, comme pour l'association, le vecteur de leur socialisation est le partage, la co-construction avec les bénévoles via leur participation aux prises de décision.

Le rôle des associations

Les différentes associations d'aide aux réfugiés ont ensuite défini leur implication. En priorité l'accompagnement juridique pour la Cimade, l'Asti et Germa. Toutes ont souligné la difficulté grandissante à faire valoir les droits des réfugiés et leur combat contre l'idéologie d'exclusion. La prise en charge de services annexes comme l'hébergement, le financement pour les voyages à Paris pour les demandeurs d'asile, les traductions, etc., est l'autre partie de leurs actions. Josie Boucher, de l'Asti, a insisté sur le travail collaboratif de toutes ces associations envers les sans-papiers, les sans-droits.

Le théâtre forum qui a suivi, encadré par Chloé de la Compagnie *Etr'Ange*, a présenté trois scènes des embûches quotidiennes rencontrées par les réfugiés : chantage aux papiers dans un couple, discrimination à l'embauche, racisme familial pour un couple mixte. Jouées d'abord par les exilés de *Welcome*, les scènes ont été reprises et corrigées par les interventions du public. Le tout amenant une réflexion sur le rôle de tout citoyen témoin de discriminations.

L'après-midi s'est terminée sur un partage musical avec les *Big Twins CG*, Endurance et les percussions de Mars Drum.

Welcome a réussi son pari : les réfugiés et le public ont vécu un moment de partage et de solidarité.

Anne-Marie Delcamp

MARDI 20 JUIN 2023
à l'Institut Jean Vigo - Perpignan

Journée mondiale du Réfugié

14h - 19h
entrée libre

organisée par **WELCOME66**
+ d'informations sur asso.welcome66@gmail.com

Institut Jean Vigo
1 rue Jean Vialleton
PERPIGNAN

PROGRAMME DE LA JOURNÉE :

14h

- Échanges et débats avec les associations
GERMA • **ASTI** • **LA CIMADE** sur le thème de la participation des exilés animés par Marie, bénévole de Welcome 66, étudiante en sociologie à l'UPVD, sur la participation des exilés (thème de son mémoire)

16h

- Théâtre-Forum sur le thème des discriminations joué par les exilés de Welcome 66 encadrés par Chloé Cayeux de la Compagnie **"Etr'Ange Cie"**

18h

- Apéro-Musique avec les **Big Twins CG** • **ENDURANCE**
- Atelier participatif de percussions par **MARS DRUM**

×

- Stands d'information des associations partenaires jusqu'à **19h**

avec le soutien de

DIL • **LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'EXCLUSION** • **Occitanie**

L'électron libre

JEUDI : 19H00 - 22H00

VENREDI & SAMEDI : 19H00 - MINUIT

POUR DES SOIRÉES PRIVÉES OU À THÈME, CONTACTEZ-NOUS!

BOUTIQUE GINGUETTE - TAPAS

Imbravec Petillants
Guinguette

06 67 36 28 68

Canigou

916 route de Perpignan
66270 LE SOLER

91128 Sertis La Soter
50m après Intermarché Dazip

ràdio @rrels



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !



L'eau d'aquí

2 € - Supplément au N°3981 - L'eau d'aquí - Du 23 au 29 juin 2023



◦ **L'eau, un enjeu vital**
Interview - Nicolás García p.5

◦ **Chambre d'agriculture des P.-O.**
L'agriculture a soif ! p.6



l'Édito

de Pierre Serra



Eau pour tous, tous pour l'eau ?

Les problématiques de l'eau nous touchent et nous engagent tous. Vraiment tous ?

Lorsque le Préfet appelle à des restrictions d'usages sur le territoire, des voix dissonantes s'élèvent. La critique de tout pouvoir, surtout lorsqu'il semble être question de restriction de liberté, est nécessaire et salutaire dans une société démocratique. Amnesty International évoque souvent la notion de désobéissance civile. Plus loin dans l'histoire, le Che prononce son fameux « *Surtout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde.* »

Mais quand un élu de la ville de Perpignan, responsable d'un syndicat mixte en charge de l'eau dans l'une des principales vallées de notre département, appelle ouvertement les élus d'un territoire à ne pas respecter les injonctions de la Préfecture, alors que

dans le même temps, il reconnaît son incompétence à estimer l'état réel de la gravité de la situation, on n'est plus vraiment dans une logique subversive... Non, ce n'est pas parce qu'il pleut sur un secteur de montagne que celui-ci doit récupérer le maximum de la ressource sans se soucier des territoires en aval. Non les nappes phréatiques souterraines ne s'arrêtent pas aux limites communales. Les enjeux et les problématiques de l'eau, comme vous allez pouvoir le lire dans les pages suivantes nous concernent tous solidairement. L'eau est un bien de première nécessité qui doit être géré, au regard des études et recherches scientifiques, de façon collective et dans des objectifs de sauvegarde de l'environnement et d'équité. Pour garantir l'eau pour tous, occupons-nous tous de l'eau !



Sommaire

Un peu d'histoire

- . Bassin méditerranéen
- . Henri Salvayre, premier hydrologue
- . Le canal du Bas-Rhône

L'eau, un enjeu vital

- . Interview de Nicolas Garcia

La Chambre d'agriculture

- . L'agriculture a soif !

Eau & tourisme

- . Interview de Roger Pla - Le brasilia à Canet-en-Roussillon

Des solutions

- . Interview de Marie Cabrera, maire de Bages
- . La gestion publique de l'eau
- . Tarification sociale
- . Eau recyclée à Clairà
- . Point de vue d'Henri Got

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@etc.fr
Site : www.etc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Administrateur :
Remi Cathala
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé

Impression :
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon

L'eau d'aquí

Un peu d'histoire ...

Pas grand-chose de nouveau sous le soleil

On a oublié de quand date la vraie dernière pluie. Les quelques gouttes qui tombent de temps en temps sont aussitôt asséchées par une tramontane dont on avait aussi oublié qu'elle pouvait être si durable et violente.

L'inquiétude gagne, enfin, serait-on tenté de dire, les responsables politiques. La seule chose qui se met à pleuvoir ce sont les interdictions, de remplir les piscines, de laver les voitures, et jusqu'à celle d'arroser les potagers. Comme souvent en cas de crise, on est dans l'urgence et les mesures coercitives.

Cela n'interdit pas pour autant le questionnement, ne serait-ce que pour, peut-être, mieux préparer l'avenir. Par exemple, sur les modalités de vidange du barrage de Vinça ou encore sur l'efficacité des interdictions d'arroser les potagers.

Il n'y a pas de diminution de la quantité d'eau sur terre, mais eau ne veut pas dire eau potable. Reste la question cruciale de sa gestion, dont nous sommes responsables, qui est essentiellement due à une répartition très inégale sur la planète. De ce point de vue le pourtour de la Méditerranée n'est guère favorisé, sans faire partie des régions qui souffrent en permanence du manque d'eau. Ses populations ne disposent que d'un pour cent des ressources en eau douce de la planète, mais rassemblent plus de la moitié de la population « *pauvre en eau* ». Les inégalités se retrouvent entre les deux rives de la mer, les pays du sud étant confrontés plus que ceux de la rive nord au manque chronique d'eau. Une autre donnée doit alors rester présente à notre esprit, fournie par l'Histoire.

Dans l'Antiquité et même le néolithique, les civilisations qui se sont succédées sur ses bords ont été confrontées au problème de l'approvisionnement en eau. Les citernes de la Mésopotamie, les aqueducs romains, l'organisation de la Huerta valencienne, plus près de nous les mesures prises en Israël pour dessaler l'eau de mer, sont là pour nous rappeler que ce problème n'est pas nouveau, et que, réchauffement climatique ou pas il faudra bien se montrer à notre tour créatifs, exigeants sans doute, courageux peut-être : « *El tribunal de las aguas* » de Valencia témoigne depuis le Moyen Age que le règlement des litiges de la gestion du précieux liquide peut passer par des lois plutôt que par des guerres. Un précieux liquide dont on ne doit pas laisser la gestion financière aux seules logiques du profit.

Quelles mesures pour aujourd'hui et pour demain ?

Si les solutions apparemment de bon sens ne le sont pas toujours, l'actualité peut permettre d'illustrer l'adage qui veut que « *il n'y a pas de mal dont il ne naisse un bien* », pour autant qu'on se mette, enfin, à (re)considérer la question de l'eau comme elle le mérite.

J.C.

→ Il n'y avait pas d'eau à Opoul... jusqu'à Henri Salvayre !



Henri Salvayre et Jean-François Carrère.

Le 10 septembre 2022, les habitants d'Opoul rendent un hommage ému à Henri Salvayre, qui vient de disparaître.

Ils restent reconnaissants et admiratifs pour le travail qu'il a fourni et l'abnégation dont il a fait preuve pour trouver de l'eau à Opoul-Périllos.

Premier hydrogéologue de France, une spécialité universitaire qu'il a créée, spéléologue infatigable, découvreur de grottes et d'eaux souterraines, il va, à partir de 1992, rechercher l'eau à Opoul.

Ce n'est que le 11 septembre 1997, après être venu à bout de tous les obstacles, techniques mais aussi administratifs, qu'il découvrit, à une profondeur de 300 mètres, une des plus grandes réserves d'eau naturelle (et karstique, donc renouvelable) de France.

Une eau qui peut trouver un autre usage que de ressurgir à la « *font d'estramar* » ou dans l'étang du Barcarès !

L'eau d'aquí

Le canal du Bas-Rhône Une vieille histoire

C'est pendant la 3^e République, grande aménageuse de la France, qu'est étudié avec précision un projet par Aristide Dumont, ingénieur des Ponts et Chaussées qui veut transformer l'aride région Languedoc Roussillon en un « verger luxuriant ». Mais le projet sera abandonné faute de moyens.

Ce n'est que dans les années 1950 que Philippe Lamour, agriculteur, écrivain et avocat, obtient la signature du décret qui crée en 1955 la « Compagnie Nationale d'Aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc », ouverte aux fonds publics et privés. 60 kms de canal vont être créés, ainsi que la célèbre station de pompage A. Dumont inaugurée par le Général De Gaulle, en présence de N. Khrouchtchev. En 1960, le canal arrive à Mauquo, à l'ouest de Montpellier ; le débit de départ est de 50 mètres cubes/seconde.

L'arrêt de la construction du canal s'explique par le manque de clients : peu d'exploitations agricoles signent en effet des contrats dans l'Aude, et aucune dans les P.-O., où la Chambre d'Agriculture considère trop cher le prix de vente de cette eau pour les agriculteurs. Ceci engendre de grosses difficultés financières pour la Compagnie, surtout lorsque Montpellier choisit l'eau du bassin du Lez comme première source d'approvisionnement en eau potable (actuellement, c'est la moitié de la population de la métropole qui est alimentée par les sources du Lez). De même, au début des années 2000, Barcelone, qui était intéressée par cette ressource en eau, décline l'offre, considérant que le coût de travaux à sa charge est trop élevé.

En 2009 la Compagnie change de statut et devient la BRL (Compagnie du Bas-Rhône et du Languedoc). La BRL a de nombreuses activités autour des ressources en eau.

En 2012 un projet « Aqua Domitia » dont la BRL est maître d'œuvre est mis en place par la Région, qui en assure la conduite. Elle doit permettre de prolonger le canal et surtout d'effectuer des interconnexions avec les bassins des fleuves côtiers ; ces travaux sont très avancés dans le Biterrois avec l'Orb.

Le projet est toujours en cours ; arrivera-t-il dans les P.-O. ?

J.P.P.



© R. Cathala

Canal d'Elne

Moulin, tu dors...

Les canaux d'irrigation dessinent les paysages, offrent des lieux de vie à la faune, la flore et les humains.

L'aménagement du canal d'Elne a permis la maîtrise de l'eau, l'installation de moulins (7 encore existants), celle d'activités agricoles grâce à un réseau d'agulles (ruisseaux d'arrosage) adjacents et l'alimentation des nappes phréatiques. C'est le plus ancien adducteur qui puise son eau dans le Tech grâce à une « resclose » (prise d'eau) à hauteur de la commune d'Ortaffa. Il traverse Elne, Latour bas Elne, Saint-Cyprien. Ses fonctions sont multiples : agricole, écologique, économique, régulateur des eaux pluviales et a une grande valeur patrimoniale car millénaire.

Le président du collectif pour la sauvegarde du Canal d'Elne, Jérôme Cressolle, passionné par l'ouvrage et son environnement, fait part de ses inquiétudes : « *Partout dans les P.-O. les canaux sont plus ou moins alimentés, mais le canal d'Elne est à sec faute d'eau suffisante dans le Tech. Le canal n'est pas alimenté depuis des mois, quand la terre est trop sèche, l'eau s'infiltre avant de s'écouler.* »

Un président déçu

« *Il y a des forages aux abords du canal dont celui d'un des plus grands producteurs de pêches et brugnons d'Europe au bord du Tech. À lui seul, il consomme énormément d'eau. À mon questionnement, il a répondu qu'il embauchait 100 personnes, donc... Idem pour les serres de tomates entre Saint-Cyprien et Alénia. Les gros propriétaires s'en sortiraient même sans travailler une saison, mais qu'en serait-il des salariés et leur famille ? La crise est totale !* » Il déplore « *que les antagonismes politiques et les je-m'en-foutistes prennent le dessus sur l'intérêt collectif. Par exemple, Argelès qui vient de forer 12 mètres plus bas que le quaternaire au risque de faire entrer l'eau de mer. Perpignan qui coupe l'eau d'alimentation du lac de Villeneuve de la Raho, l'État qui remet en question des mesures de sauvegarde actées.... C'est décourageant !* »

Des générations ont perpétué l'usage et la vie du canal. En 2020, une étude préconisait des mesures pour préserver son eau : nouvelle prise d'eau, bache de pompage, dégrillage, amélioration des rendements, cuvelage des fossés, coordination des usages, etc.. Défi non relevé.

Ray Cathala

L'eau, un enjeu vital

Vice-président du Conseil départemental en charge de la commission Eau et maire d'Elne, Nicolas Garcia, répond aux questions du Travailleur Catalan.

Interview

Pouvez-vous nous préciser où en est la situation concernant notre département ?

La situation est inédite et catastrophique, tout le monde le sait maintenant et ni la neige ni les pluies de ces derniers jours en Conflent Cerdagne et dans le Haut Vallespir ne sont de nature à inverser les choses même si elles font du bien. Le salut immédiat ne peut passer que par les économies d'eau tous azimuts pour éviter, comme on le fait beaucoup trop maintenant, de puiser dans le pliocène (nappes profondes) dont on sait que le renouvellement se fait à l'échelle de siècles. En quelques mois nous ne pouvons pas mettre en œuvre des mesures suffisamment efficaces même s'il faut tout faire pour.

La réutilisation des eaux usées et la désalinisation sont-elles des solutions ?

La réutilisation fait à coup sûr partie du mix qui constituera la réponse à long terme à la sécheresse, mais attention pas partout. Il faut savoir que les stations d'épuration sont souvent un soutien d'étiage précieux pour nos rivières voire nos nappes. Ainsi en bas étiage du Tech, 60% du niveau d'eau proviennent des stations d'épuration en amont. On ne pourra pas utiliser les eaux usées deux fois. Si l'on s'en sert pour arroser les arbres, elle ne sera pas dans la rivière. Donc, oui, la « réut » est à examiner mais plutôt en bord de mer ou près du bord de mer. La désalinisation c'est autre chose, ce procédé existe en Espagne et ça marche. Cela dit on s'interroge sur la pollution avec les saumures, sur la production de l'énergie nécessaire. Par ailleurs, l'organisation, la concentration des populations, le périmètre de rayonnement relativement restreint, la maîtrise publique de la production de l'eau issue de la mer (1 million d'habitants) mais aussi de l'eau des rivières Ter et Llobregat, et des 4 ou 5 barrages qui jalonnent ces deux fleuves (4 millions d'habitants), sont des éléments à prendre en compte.

Les communistes prônent une gestion publique décentralisée de l'eau, pouvez-vous préciser ?

Je suis pour un grand service public national de l'eau avec une gestion publique décentralisée. Mais le fait de maîtriser la distribution et l'assainissement n'aurait rien réglé à la sécheresse due essentiellement à une faible pluviométrie unique dans l'histoire récente de notre département. La distribution et l'assainissement sont des actes techniques, mais la production c'est différent, on gère une ressource précieuse aujourd'hui. Depuis plus de cinq ans avec la majorité du conseil départemental, je porte l'idée d'un syndicat mixte départemental de la production d'eau potable géré par les collectivités. Un véritable Sydetom de l'eau, comme nous l'avons fait dans les années 80, pour les ordures ménagères et déchets divers (le président de l'association des maires semble séduit par l'idée). Aujourd'hui, il y a urgence à le faire pour que les collectivités maîtrisent la production. Et quand on maîtrise la production on maîtrise tout.

En attendant devons-nous vivre toujours en restriction ?

Non, je ne crois pas, mais il faudra apprendre à gérer nos richesses hydriques et surtout tout faire pour conserver l'eau de pluie. Notre département est l'un des mieux doté d'Occitanie en fleuves, nappes quaternaire et pliocène, canaux, barrages et retenues d'eau. Nous l'étions aussi en pluviométrie mais là nous avons perdu entre 300 et 500 millimètres par m². Certes il faut améliorer le rendement des réseaux, recharger les nappes en souterrain à partir de canaux (possible sur la Têt et le Tech), peut-être quelques retenues collinaires, construire un adducteur qui partirait du barrage de Vinça à la retenue de La Raho, rechercher la moindre ressource alternative (karst, sources), désimpermeabiliser ... Mais ce qu'il faut surtout c'est retravailler, notre paysage, notre environnement. En faisant appel au couvert végétal partout où c'est possible, en plantant arbres et haies, en alimentant les sols, afin de garder l'eau comme réserve utile des sols, de lutter contre le dessèchement, et favoriser l'évapotranspiration pour influencer le cycle de l'eau et cultiver la pluie. On s'aperçoit qu'il pleut plus sur les forêts que sur les villes et que la pluviométrie baisse au fur et à mesure qu'un certain modèle d'urbanisation progresse. Tirons-en les leçons !

Propos recueillis par Michèle Devaux

Le saviez-vous ?

→ En moyenne, en France, le prix de l'eau est estimé à 4,3€ / m³, au 1^{er} janvier 2021 soit 2,11€ / m³ pour l'eau potable et 2,19€ / m³ pour l'assainissement, sur la base d'une consommation annuelle de 120 m³.

Dessaler l'eau de mer et saler la facture d'eau ?

→ Environ 17 000 usines de dessalement sont en activité dans 120 pays, principalement l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, l'Espagne, les États-Unis et la Chine.

→ Pour l'heure, dessaler l'eau de mer est un procédé cher (9€/10€ le m³ contre 2€/2,50€), énergivore (chaque m³ obtenu nécessite environ 3,5 kWh d'électricité soit 17,5 heures de télévision), qui rejette des quantités importantes de gaz à effet de serre (GES) et endommage les écosystèmes marins.

Chambre d'agriculture

L'agriculture a soif !

L'eau d'aquí

“ Le lac de Vinça sert à réguler le débit des rivières mais il doit être vidé l'hiver pour absorber les crues dans des ouvrages de stockage intermédiaires pour une optimisation des retenues existantes. ”

Maillage, stockage de l'eau, pratiques agricoles, des solutions existent pour atténuer les effets délétères de la sécheresse dans le département. Jean Bertrand responsable de l'unité Eau de la Chambre d'agriculture des P.-O. explique :

« Si les précipitations des dernières semaines ont amélioré les choses en plusieurs endroits, les dégâts causés par un hiver sans pluie ne peuvent pas être réparés pour cette saison, d'autant que les chaleurs d'été arrivent. Il faut en plus une réserve pour lutter contre les incendies.

Les secteurs d'Espira-de-l'Agly et du canal de Rivesaltes sont en détresse. Des arbres sont déjà morts. La perte est totale pour les récoltes et partielle pour les fruitiers .

Le lac de Vinça est rempli et l'amélioration aux Bouillouses est inespérée. Les dégâts causés cet hiver ne sont pas tous réparables mais le bénéfice des retenues d'eau est visible dans la vallée de la Têt. La rivière remplit les canaux qui servent à l'irrigation, ce qui renfloue ensuite les nappes souterraines.

Si l'arrêté préfectoral est très restrictif, il autorise un débit minimum pour l'irrigation. Cependant, les seuils actuels de

débats réservés en rivière limitent la possibilité de remplir canaux et nappes. De nombreux acteurs du territoire jugent ces débits inadaptés, d'autant que *France Nature Environnement* a obtenu du tribunal administratif la prise d'un arrêté contraignant.

Comme il n'y a pas de barrage pour réguler le Tech depuis Prats-de-Mollo, la situation est instable dans le Vallespir où on gère au jour le jour.

Pour l'élevage, le foin est coûteux. C'est triste de ne pas avoir pu le produire. Il reste à trouver des solutions pour l'abreuvement des bêtes dans les estives.

Afin d'atténuer les effets de la sécheresse à l'avenir, il faut un cadre financier et décisionnel pour l'agriculture qui

permette d'agir même au niveau local. Il y a un trou dans la raquette de l'État sur ce point d'autant que la question de l'eau dépend de

diverses instances qu'il est difficile de coordonner. Mais tous les acteurs du territoire agissent et nous espérons que les lignes vont bouger.

Nous devons tirer les conséquences de la situation présente. Les retenues d'eau sont indispensables. Elles prennent des formes diverses et permettent d'optimiser nos réseaux de canaux gravitaires. La Chambre d'agriculture souhaite aussi une stratégie adaptée, un partage, avec un maillage et un réseau pour une répartition équitable. Même en changeant les pratiques - variétés, essences, ombrage, paillage - plus il fait chaud, plus les plantes ont besoin d'eau. Déjà dans l'antiquité on pratiquait l'irrigation ! »

Propos recueillis par Veronika Daae

« Ce qui rend amer c'est que depuis des années on a très peu écouté nos propositions alors que cela aurait atténué l'urgence aujourd'hui. »

« Changer de modèle agricole, ça s'est toujours fait, mais ça peut prendre de 10 à 50 ans. »



Tourisme

Le Brasilia, camping raisonné

Le tourisme, activité économique incontournable du département, peut s'adapter au manque d'eau comme l'illustre le Brasilia.

Roger Pla, Propriétaire et Yann Marlic, Directeur général ont reçu le Travailleur Catalan dans leur camping cinq étoiles, le Brasilia, qui s'étend sur 15 hectares en bord de mer à Canet. Créé il y a 60 ans au moment de la Mission Racine sur les terres maraîchères de la famille Pla, le camping concilie activité économique, sens social et conscience écologique. Il alimente la Fondation *Famille Pla* (œuvres sociales, patrimoine et sauvegarde du littoral). Roger Pla, engagé dans la commune de Canet comme dans le monde de l'hôtellerie, porte avec amour le camping fondé par ses parents. Il en a fait un lieu unique dit « *de luxe* » mais qui consacre 450 de ses 700 emplacements aux tentes et caravanes*.

Que faites-vous face à la sécheresse ?

Le camping est soumis aux directives de l'arrêté préfectoral pour l'arrosage et le lavage expliquent Yann Marlic et Roger Pla. Les piscines sont autorisées car elles sont indispensables à l'activité.

Nous avons pris les devants. Depuis cinq ans déjà, nous avons remplacé le gazon par un chiendent résistant. Cette année, nous avons dû laisser mourir les 15 000 semis de fleurs. Nous les avons remplacés par des plantes grasses et protégé le sol avec des copeaux de chanvre. La fontaine ne coule pas mais abrite des cactus. Le terrain de foot est mis en terre battue. L'allée vers la plage est couverte de copeaux de bois. Ces investissements importants, sans aide, devraient permettre d'atteindre l'exigence des 30% d'économie d'eau. Depuis trois ans, nous travaillons avec le syndicat des nappes et avons installé des compteurs sur les prélèvements.

Au Brasilia, pas de toboggan aquatique géant et la nature plutôt que le béton. La direction se refuse à déparer l'harmonie de la côte.

Robinets et douches sont pourvus de temporisateurs. Nous évaluons notre consommation en eau potable chaque semaine et réparons les fuites. L'initiative motive nos collègues car nous faisons de belles économies sur la facture. Tout ce qui concerne la valorisation des eaux usées est en cours d'installation. L'eau des douches est récupérée pour les WC. Nous commandons une bache-citerne pour la récupéra-

tion des eaux de lavage des piscines. Comme le chlore s'évapore, l'eau de la citerne pourra être utile aux agriculteurs et aux pompiers. Ce plan d'action est présenté au Comité de l'eau. Pour financer l'ensemble, nous réduisons notre apport à la Fondation Famille Pla.

Le Brasilia emploie 30 permanents et 150 personnes en haute saison dont une partie est logée. Le camping revendique un droit à pouvoir construire des logements supplémentaires.

Les touristes sont informés de nos actions dans le sens de l'écologie. Nous les sensibilisons à la question de l'eau avant leur arrivée et dès le début du séjour.

Propos recueillis par
Veronika Daae et Nadine Pons
* www.brasilia.fr



“ Le tourisme représente 40% de l'économie du département et n'utilise que 2% de l'eau consommée, dont 18% pour les piscines. ”

L'eau d'aquí

Les robinets à sec

Quatre communes ont dû gérer une pénurie d'eau potable.

Le forage du Syndicat d'induction d'eau potable (SIAEP) de Bouleternère a atteint son niveau critique. En cause, le manque de pluie depuis avril 2022. Les villages de Bouleternère, Saint-Michel-de-Ilotes, Corbère et Corbère-les-Cabanès se sont retrouvés sans eau potable au robinet. Ces communes ont alors organisé à leur charge une distribution d'eau en bouteilles. Devant la situation d'urgence, une convention a été passée entre le SIAEP et une Association Syndicale Autorisée (ASA) locale qui gère un forage agricole. Il a fallu attendre trois semaines avant que l'eau de ce forage ne soit déclarée propre à la consommation. Le 28 avril 2023, l'eau pouvait à nouveau être consommée. Grâce aux services préfectoraux et départementaux compétents, un nouveau forage a pris le relais.

Agriculteurs et particuliers ont su se partager de l'eau intelligemment et ils poursuivent les efforts pour ne pas gaspiller.

Albert Renon

Le saviez-vous ?

→ Sur terre, l'eau, et surtout l'eau potable, est très inégalement répartie. Les pays méditerranéens qui disposent seulement d'1% des ressources en eau douce du globe, rassemblent plus de la moitié de la population "pauvre en eau" (pays disposant en moyenne de moins de 1 000 m³/hab/an).

Bages L'avenir en filigrane Ça coule de source

Marie Cabrera, maire de Bages donne son point de vue sur les mesures préfectorales.

Le préfet des P.-O. et le président de l'association des maires ont proposé aux maires du département de signer une charte en vue d'économiser l'eau. « Nous ne parlons pas ici d'interdictions, qui n'ont pas toujours d'efficacité, mais d'engagement des maires volontaires. C'est une incitation collective, basée sur la solidarité, et j'espère que les 226 communes seront signataires. » a-t-il indiqué. Toutefois, une clause interpelle : « Les communes engagées à respecter les neuf mesures de la Charte bénéficieront d'une dérogation pour l'arrosage des potagers en respectant les heures adéquates et pour davantage de souplesse... »

Marie Cabrera, maire de Bages est signataire : « Signer la charte m'a permis d'autoriser les gens à arroser leur potager deux fois par semaine... »

« Signer la charte m'a permis d'autoriser les gens à arroser leur potager deux fois par semaine... »

au cimetière le matin de bonne heure pour arroser ensuite, on ferme l'eau. Quant au stade, il n'est plus arrosé et les douches sont condamnées. Les clubs continuent de jouer au risque de le faire sur de la terre. La conséquence, que rencontrent aussi d'autres maires, est que s'il faut déboursier 300 000 euros pour refaire une pelouse, on ne pourra pas ! »

Avant la charte, Marie Cabrera avait déjà pris des mesures d'économie d'eau par exemple en régulant l'accès aux potences pour les agriculteurs où tout le monde venait se servir. Depuis quelques années, la commune possède un réservoir de 20 m³ qui récupère les eaux de pluie et de condensation des toits « qui, jusqu'à présent permettait d'arroser les plantations tous les étés. » signale-t-elle.

La commune a sa propre station d'épuration : « Elle est en phase d'agrandissement mais il ne sera pas possible d'utiliser les eaux usées d'autant plus qu'elle se déverse dans l'Agouille de la mer qu'il faut alimenter pour préserver l'écosystème. » avise madame la maire.

Ray Cathala

Les eaux recyclées de Clair

→ Un projet novateur initié par Marc Petit, maire de Clair, vise à dépolluer suffisamment les eaux usées de la ville pour pouvoir recharger la nappe phréatique la plus proche du sol, située entre 3 et 10 mètres. Si les analyses permettent de donner le feu vert au projet, ce sont plus de 200 000 m³ d'eau traitée d'une pureté suffisante qui pourraient être injectés pour renflouer la nappe. Contredisant les détracteurs de l'étude, l'hydrologue Marjorie Bertrand explique le risque infime que l'eau n'atteigne la nappe d'eau potable située à 70 mètres de profondeur.

Monique Bigorre-Joubert

À bien commun, gestion publique

La sécheresse place l'eau, ressource vitale, au cœur des préoccupations.

« Faire le choix de la gestion publique, c'est adhérer à un projet de société qui nous engage et nous honore. Reprendre en main la gestion de l'eau, c'est se rapprocher notre destin local » préconise Christophe Lime, président de la régie eau et assainissement du Grand Besançon et président du réseau *France Eau publique*. L'élu communiste du Doubs défend les valeurs de durabilité, de solidarité, de transparence et d'efficacité.

Au niveau mondial la gestion de l'eau est publique à 80%. En France, la *Lyonnaise des eaux* aujourd'hui *Suez* et la *Générale des eaux* désormais *Veolia*, se partagent 70% du territoire. Suite à un certain nombre d'affaires de corruption (le marché de l'eau à Grenoble et la condamnation d'Alain Carrignon), les élus reviennent vers la gestion publique. Paris avec Bertrand Delanoë, Nantes, Rennes, Bordeaux,

aujourd'hui 45% de la gestion de l'eau est publique et 60% pour l'assainissement. Dans notre département, on peut estimer que seulement 30% de la population bénéficie de la gestion publique de l'eau.

Réorganisation territoriale

Avec les transferts obligatoires des compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération et de communes, les maires sont dessaisis de leur pouvoir. Même si la mutualisation peut avoir des intérêts certains. Les députés communistes ont déposé une proposition de loi visant à garantir le libre choix des communes. « En transférant la compétence à des Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) des mastodontes éloignés des citoyens, la loi ouvre la possibilité que ces derniers délèguent la gestion au privé » met en garde Jean-Paul Dufregne député communiste de l'Allier.

Repolitiser l'eau

Le bon périmètre pour gérer l'eau fait l'objet de discussions, Nicolas Garcia vice-président en charge de l'eau au département anime ce débat, ce n'est pas une question technique mais bien politique pour s'inscrire dans un contexte de changement climatique. Face à la pénurie de la ressource, ce que nous vivons dans les P.-O., d'imperméabilisation des sols, de sécheresses répétées, la gestion publique s'impose au nom de l'intérêt général. La puissance publique a aussi le devoir d'éduquer à la sobriété et d'accompagner aux changements de pratiques industrielles et agricoles, qui représentent chacune 40% des prélèvements d'eau. Un service public renforcé, mieux outillé, sera plus efficace et pertinent pour relever ce défi de la crise de l'eau.

Jacques Pumaréda

Tarification sociale de l'eau

L'eau, un droit !

L'eau est indispensable à la vie et à la dignité humaine. Pour des raisons d'éthique, les femmes et les hommes devraient se voir attribuer un accès inconditionnel à l'eau pour satisfaire leurs besoins vitaux.

L'organisation mondiale de la santé estime les besoins vitaux à au moins 50 litres d'eau par jour et par personne physique, soit 18,25 mètres cubes par an.

Lors des Assises communistes pour l'écologie en février 2022 une des propositions était de rendre gratuits les 3 premiers mètres cubes d'eau. En octobre 2022, une proposition de loi (n° 325) des députés de la Nupes visait à garantir l'accès à l'eau potable par la gratuité des mètres cubes vitaux.

C'est le sens de la proposition de gratuité des premiers mètres cubes, celle des litres vitaux, nécessaires à la boisson, la cuisine et l'hygiène, afin d'assurer des conditions de vie décentes à l'ensemble de nos concitoyennes et concitoyens. Cette gratuité peut être assortie d'une tarification progressive sur les mètres cubes suivants, jusqu'à atteindre des prix dissuasifs au-delà d'une certaine quantité d'eau par foyer afin de sanctionner les gaspillages.

Cette proposition a donc deux objets : rendre concret l'accès inconditionnel à l'eau potable et permettre de réduire la consommation globale de l'eau potable dans une perspective de gestion plus raisonnée de la ressource.

L'eau n'a pas de prix, la preuve par l'exemple : la création de la régie publique « *Eau des lacs de l'Essonne* » a permis la mise en place d'une tarification différenciée selon les usages et la gratuité de 3 litres d'eau par jour et par personne. Depuis janvier 2023 les 15 premiers mètres cubes d'eau sont gratuits à Montpellier. De telles pratiques existent dans des collectivités de toute taille, qu'il conviendrait de généraliser. Ce sont des choix politiques.

Cette proposition tarifaire et solidaire est ambitieuse, particulièrement d'actualité. Elle devrait faire l'objet de débat au sein des instances compétentes pour la gestion de l'eau.

Nadine Pons

L'eau d'aquí

“ La REUT est une solution sous-exploitée : 0,6 % en France, 8 % en Italie, 14 % en Espagne, pour 80 % en Israël. ”

Des solutions à long terme



Henri Got, hydrogéologue, trace quelques pistes pour l'avenir.

→ Adapter l'agriculture aux futures conditions climatiques et intervenir sur le choix des terrains de culture. Des viticulteurs ont déjà pris des mesures, ils « montent » des vignes en altitude ou vers le Nord. Puis, il y a le choix de type de plants qui demandent moins d'arrosage comme le Château de Rey à Canet en Roussillon qui a opté pour des cépages qui ont une meilleure résistance aux sécheresses.

A Limiter la population. La loi climat et résilience fait la chasse à l'artificialisation des sols, ce qui veut dire une réduction des surfaces de constructions et d'extension de lotissements. Au grand mécontentement des maires, on ne pourra accueillir de population supplémentaire que dans la mesure il y aura la possibilité de les nourrir en eaux.

La population du département, c'est 482 000 habitants en 2020, elle croit à peu près de 1% par an. Le schéma de cohérence territoriale appliquera une restriction de surface constructible et l'extension anarchique des commerces à l'horizon 15 ans.

Plan eau du ministère

53 mesures pour l'eau ont été annoncées, les principales sont : la sobriété, la réutilisation des eaux de pluies, davantage d'argent pour les agences de l'eau, réduction des fuites, tarification progressive, pour l'agriculture stockage par méga-bassines (lobby des gros céréaliers). Le 11 avril a été signé le pacte de l'eau entre le préfet et le président de l'association des maires pour impliquer les communes et les citoyens dans la recherche d'économies. Toutes ces solutions conjuguées permettraient de mettre en place un mix hydrologique de nature à faire face aux conditions créées par le changement climatique. C'est ce qu'ont fait d'autres pays du pourtour méditerranéen.

H.G.



Réutilisation de l'eau

Première de la classe

La Communauté de communes Sud Roussillon (Saint-Cyprien dont le maire est président, Alénia, Corneilla del Vercol, Latour bas Elne, Montescot et Théza) est la première dans le département à avoir l'autorisation d'utiliser l'eau sortie de sa station d'épuration.

Pour Nicolas Bataille, ingénieur Eau et Assainissement : « De l'eau, il y en a, la difficulté est de la gérer et trouver des dérivés pour protéger les nappes phréatiques et la santé de la population. » La réutilisation des eaux usées traitées dite « REUT » n'est pas toujours possible : « Les stations traitent azote, phosphore, carbone...mais ne sont pas prévues pour les molécules médicamenteuses et autres déchets des incivilités (huiles, peintures...) » La loi concernant la réutilisation des eaux usées des stations d'épuration (STEP) date de 1992. La STEP de Saint-Cyprien a été réalisée en 1993 avec cette option, les investissements ont été faits pour un niveau d'eau recyclée de qualité.

Le technicien explique : « on délivre une eau sous contrôle extrêmement strict de l'Agence Régionale de Santé, de la DDTM et de l'inspection du travail. L'eau est analysée toutes les semaines. On est au-delà de la référence Classe A et Europe. » Cette eau est envoyée dans le canal d'Elné et dans le port de Saint-Cyprien. Elle n'aide pas à l'étiage des cours d'eau et ne sert pas au milieu naturel si ce n'est par dilution. « Le préfet a autorisé Sud Roussillon à utiliser cette eau suffisamment traitée pour arroser les espaces verts, les projets environnementaux et pour réguler la température dans le cadre de la loi de renaturation. Ceci pour préserver l'eau du

Bas-Rhône réservée aux agriculteurs. » poursuit Nicolas Bataille.

L'ingénieur est lucide : « Aujourd'hui, tout le monde doit s'adapter et consommer l'eau de manière différente. À Saint-Cyprien, les maisons sont dotées d'un double réseau (eau potable et eau brute). » Grâce à sa technologie (filtre à sable, traitement UV basse pression), Sud Roussillon est en pleine réflexion pour obtenir de l'eau de meilleure qualité au sortir de la STEP mais agit avec prudence : « on a déjà 5 ans d'avance sur le reste de la France mais la législation française ne prévoit pas qu'elle soit consommable. À terme, c'est à prévoir. Les directions d'Agua de Barcelona, de Veolia Espagne et France et de Sud Roussillon ont signé le 26 mai une coopération inédite sur la REUT », ébauche l'ingénieur serein : L'été, la population passe de 13 000 à 50 000 habitants pour une consommation d'eau de moins de 5% de la production. À ce jour, la régie vend 2 400 000 m³/an et en pompe 3 000 000m³ (quid des 20% manquant ?). La ressource vient de divers pompages (pliocène, de surface et profond). Le château d'eau fournit les 6 communes : « l'hiver on se sert des forages très hauts (le quaternaire) et l'été on alterne sur le profond dont le Préfet demande de réduire le pompage. »

R.C.

Vous avez 10 secondes pour vous faire plaisir !

...10' 9' 8' 7' 6' 5'
4' 3' 2' 1' 0...

Abonnez-vous

au seul journal progressiste des P.-O.

-50% offre spéciale



letc.fr
Le Travailleur Catalan
Le Syndicat Communiste des Ayres et de l'Océanie

Nom, prénom :

N°:.....Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88

Papier / 6 mois
~~40€~~ 20€

Papier / 1 an
~~78€~~ 39€


Numérique - Papier / 1 an
~~100€~~ 50€

Numérique / 1 an
~~66€~~ 33€

Je règle :

par chèque à l'ordre du "Travailleur Catalan"

Date : ____ / ____ / ____



**L'EAU
NE COULE
PAS DE
SOURCE**



**PENSONS AUX ÉCO-GESTES
AVANT D'OUVRIR LE ROBINET**



**> Retrouvez tous les gestes simples
pour économiser l'eau**



Perpignan

Une rénovation sans concertation ni boussole

Jean-Bernard Mathon, spécialiste du patrimoine et membre de l'association pour la sauvegarde du patrimoine artistique et historique roussillonnais (Aspahr), évoque pour le TC, les projets concernant la rénovation du « Centre ancien » et Saint-Jacques et d'autres sur la ville.

Depuis plusieurs années, associations et collectifs contestent régulièrement les décisions du conseil municipal. D'après eux, on détruit beaucoup, on concerta peu ou pas du tout, et la visée n'est pas palpable. Jean-Bernard Mathon, spécialiste du patrimoine et membre de l'Aspahr, donne quelques explications, évoquant principalement le « Centre ancien » et Saint-Jacques. Deux autres projets ont cours sur la ville : Le Champs de Mars et la diagonale du Vernet. Ces projets sont ceux de la précédente municipalité.

Un organisme national existe depuis 2003, l'ANRU, Agence nationale pour la rénovation urbaine. Il examine, valide et finance les projets présentés par les collectivités. En 2014, le nouveau programme de rénovation (NPNRU) est créé et 450 quartiers, en France, font et feront l'objet d'ici 2030, d'une transformation globale. On peut ainsi lire sur le site officiel du NPNRU : « Grâce au PNRU, puis au NPNRU, les

quartiers changent de visage ; des immeubles vétustes sont détruits pour laisser place à une nouvelle offre de logements sociaux de qualité. De nouveaux équipements sont construits (écoles, espaces culturels, centres sportifs...), des commerces de proximité voient le jour. Au total, c'est le quotidien de plus de 5 millions d'habitants qui change... ». La mairie est maître d'œuvre et le suivi opérationnel est assuré par le préfet, ce qui n'est pas sans importance. Des millions d'euros sont investis. L'État, la ville, le conseil départemental pour la partie sociale, et d'autres organismes, dont la CAF et les bailleurs sociaux (offices HLM) participent.

L'opacité semble être la règle

« Le conseil municipal vient de décider d'une concertation, à propos du centre historique. Mais c'est déjà fait. C'est donc abusif. Il n'y a plus débat, les décisions ont déjà été prises et actées », affirme J.-B. Mathon, qui ajoute : « La seule concertation qu'il faudrait vrai-

ment mener, c'est sur Saint-Jacques. Mais de ce côté-là, c'est bloqué, on n'y arrive pas. On ne demande jamais aux habitants ce qu'ils en pensent. Depuis 2015, on détruit. 60 immeubles entre 2015 et 2018, sans aucune reconstruction. C'est la même chose avec Aliot. Les HLM Bétriu (25 logements, le commissariat de quartier, l'îlot Puig, l'îlot rue Luccia...) et l'argument est toujours le même, la fragilité. Les habitants subissent le calendrier, et regardent ». Il s'interroge : « On ne comprend pas la logique, le projet à long terme. Il semble véritablement qu'il n'y ait pas de projet maîtrisé. Il existe un comité de pilotage, pour lequel les habitants ne sont pas représentés. Nous avons demandé au préfet qu'ils y soient, c'est la moindre des choses ». Et il conclut : « On ne sait rien sur la suite, y aura-t-il des constructions ? Lesquelles ? Qui va construire ? Rien sur les expropriations qui ne vont pas manquer d'intervenir. Les habitants doivent savoir ».

Michel Marc

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

VILLE D'ESTAGEL
M. Roger FERRER - Maire
6 avenue du Dr Torreilles - 66310 ESTAGEL
Tél : 04 68 29 00 32
mél : sg-estagel@orange.fr
SIRET 21660071800011
Groupement de commandes : Non

L'avis implique un marché public

Objet : Marché de maîtrise d'œuvre

Type de marché : Services

Procédure : Procédure adaptée ouverte

Technique d'achat : Sans objet

Description : Marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'une halle marchande à Estagel

Classification CPV :

Principale : 71240000 - Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Les variantes sont exigées : Non

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Liste et description succincte des conditions :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants.

(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Référence professionnelle et capacité technique :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Réduction du nombre de candidats : Non

La consultation comporte des tranches : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Non

Visite obligatoire : Non

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Présentation des offres par catalogue électronique : Autorisée

Remise des offres : 30/06/23 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 15/06/23

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.perpignanmediterranee.com/>

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 13 juin 2023, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet, en France et à l'étranger : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers

La dénomination sociale est : FRELCEGU

Le siège social est fixé à : ESTAVAR (66800), 20 carrer del Camp Cerda.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE DEUX CENTS EUROS (1 200,00 EUR).

Les apports sont en numéraires.

Les parts sont librement cessibles au profit d'un associé, de son conjoint, d'un ascendant ou descendant dudit associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le premier gérant est Monsieur Frédéric BATLLE demeurant ESTAVAR (66800), 20 carrer del Camp Cerda.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN

Pour avis

Le notaire.

AVIS DE CONSTITUTION DE SAS

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 13/05/2023, il a été constitué une société SAS présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée (SAS)

Dénomination sociale : QuinzLAB

Capital social : 1000€

Siège social : 4 impasse des garrigues, 66500 CATTALAR

Objet social :

Recherche et développement de nouvelles technologies, produits (logiciel et matériel) ou services.

Création de systèmes électroniques et de circuits intégrés pour les appareils électroniques grand public, industriels ou professionnels. Conception et réalisation de prototypes. Etude de faisabilité technologique et commerciale de nouveaux projets. Réalisation de tests, d'expérimentations et d'essais pour valider les résultats de vos recherches. Protection des innovations par dépôt de brevets ou de marques. Commercialisation sous forme de licences, contrat d'exploitation, de cessions de droits ou de partenariats avec d'autres entreprises.

Durée : 99 ans

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées.

Président : Vincent MARTIN, 4 impasse des garrigues, 66500 Cattlar

Directeur général : Xavier BUGAUD, 9 rue de la falaise, Tamarin (Ile Maurice)

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Perpignan, Rue André Bosch BP 60118 66932 Perpignan Cedex.

Pour avis et insertion.

Le président.



des Nuits d'Elne

CLOÎTRE ET CATHÉDRALE

VISITES CONTÉES
ET MUSICALES

24 juin

18 et 25 juillet

8 et 22 août

16 septembre

Concerts

DIDIER VERDEILLE

11 juillet à 21h

AGUA E VINHO

1^{er} août à 21h

Animées par Wilfried Delahaie, conteur
et David Codina Bosh, musicien



Renseignements et réservations

04.48.98.00.08

contact@pymed.fr



Collioure

Le piano dans tous ses états

Le 15^e festival Piano à Collioure, organisé par l'association Les Amis d'Alain Marinaro, se tiendra du mardi 27 juin au dimanche 2 juillet 2023 dans la cité portuaire avec trois incursions à Banyuls-sur-Mer, Saint-Génis-des-Fontaines et Villeneuve-la-Raho.

Le concours international de piano est l'un des points forts de la manifestation. Des jeunes pianistes (moins de 26 ans), venus du monde entier s'affronteront au centre culturel, du mercredi 28 juin au vendredi 30 juin dans une joute amicale pour tenter de remporter le Grand Prix Alain Marinaro.

Au jury : Daniel Tosi, compositeur, chef d'orchestre et précédent directeur du Conservatoire de Perpignan, Noelia Rodiles et Marta Zabaleta, célèbres pianistes espagnoles, Romain Hervé, premier prix au concours de Radio France et Pascal Amoyel, compositeur et soliste international.

À l'issue de la 3^e audition, trois concurrents seront sélectionnés pour participer à la finale qui se déroulera le dimanche 2 juillet à 17 heures au centre culturel. Ils interpréteront le *Concerto pour piano en fa mineur* de Chopin accompagnés par un quintette à cordes dirigé par Daniel Tosi. Le jury désignera les lauréats

du Grand Prix Alain Marinaro (4 000 €). D'autres prix seront attribués.

Plusieurs concerts sont programmés faisant appel aux membres du jury et aux concurrents eux-mêmes: Pascal Amoyel, mardi 27 juin au square Caloni à Collioure; Romain Hervé, mercredi 28 juin, à l'église de Saint-Genis-des-Fontaines; Marta Zabaleta, jeudi 29 juin église ND-des-Anges de Collioure; Noelia Rodiles, vendredi 30 juin, salle Novelty à Banyuls-sur-Mer ; Pascal Amoyel, samedi 1^{er} juillet, salle Gourbal de Villeneuve-de-la-Raho (tous à 21h.)

Enfin, les concurrents animeront plusieurs manifestations gratuites, en divers lieux de Collioure.

Nicole Gaspon

Renseignements et réservations au 06.28.32.05.73 ou à l'Office du Tourisme <https://boutique.collioure.com/festival-de-piano>.



Marta Zabaleta



Pascal Amoyel

Festival de Saint-André

Théâtre dans la verdure

Le 23^e festival de théâtre de Saint-André se déroulera au théâtre de verdure du 24 au 30 Juin, chaque soir à 21h30.

Devenu une tradition le festival de théâtre de Saint-André propose un programme exceptionnel sur une scène en plein air avec des troupes professionnelles venues de toute la France. Des pièces de Molière ou qui s'en inspirent : *Georges Dandin*, le 24 juin par la Vie des Passeurs, *Dom Juan d'après Molière*, un arrangement de Philippe Caubère, le 29. Il y aura aussi *Hamlet en 30'* par la Cie Le bruit qui court (le 25), *Carmen ou presque*, (le 26) et *Nais* de Pagnol (le 27), Cie Les fautes de frappe, *Gazon maudit* (le 28) et le 30 en final, *Lettres de mon moulin* d'Alphonse Daudet par Philippe Caubère et la Cie nouvelle.

Le repas habituel en plein air aura lieu le 30 juin à 19 heures. À l'issue du festival quatre prix se-

ront décernés : meilleur acteur, meilleure actrice, prix du public, prix du festival.

Yvette Lucas

Tarifs : abonnement 5 pièces 60€, abonnement 7 pièces 80€. Une soirée 13€, gratuit -de 18 ans www.festivalsaint-andre.fr



Où sortir ?

Amélie-les-Bains

Eglise Saint Quentin | Mardi 27 juin à 16h
| Récital de chants sacrés et extraits d'opéras | Gratuit.

Argelès-sur-Mer

Espace Liberté | Samedi 1^{er} juillet à 21h30
| Lecture jouée - Lettre de mon moulin | 13€.

Baho

Avenue du stade | Vendredi 30 juin à 21h |
Festival Ba'Haut en culture - Année 30 | 5€/Gratuit-de 10 ans.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Vendredi 30 juin à 21h |
Festival de piano - L'heure musicale -
proposé par Les amis d'Alain Marinaro |
15€Abonné 12€.

Canet-en-Roussillon

Canet centre | Mercredi 28 juin de 16h à 18h
| Après-midi dansante sur les Ramblas -
Borsalino en Duo | Gratuit.

Théâtre Jean Piat | Vendredi 30 juin à
20h30 | Théâtre - Une comédie d'Autre-
fois - Mise en scène Karim Harim | 8€/réduit 5€/ Gratuit -12ans.

Cases-de-Pène

Espace Jean-Marie Albare | Samedi 24
juin à 20h | Concert - Cap à Cases | Gratuit.

Castelnou

Village | Du 15 au 17 juin à 19h | Nuits
Romantiques | Gratuit.

Céret

Mas de Nogarède | Samedi 1^{er} juillet à
20h30 | Concert - Duo Piano-Violon orga-
nisé par MusiCultura Vallespir (AMCV) |
15€/réduit 12€.

Coustouges

Place du village | Samedi 24 juin à 20h30
| Festival - Coustouges en musique |
Gratuit.

Elne

Jardin des Métiers d'Arts | Jeudi 22 juin
et vendredi 26 juin à partir de 18h30 | Total
Festum - Fête de la musique | Gratuit.
Cloître et de la Cathédrale | Du Samedi 24
juin à 21h | Les nuits d'Elne | 10€.

Llupia

Place del Castell | Du vendredi 30 juin au
2 juillet | Concert, comédie musicale, bal-
concert, ballet de sardanes, soirée-concert
- Fête de la Saint-Thomas | Gratuit.

Maury

Chapelle St Roch | Vendredi 23 juin de 18h
à 19h30 | Total Festum - concert - Ren-
contres Occitano-catalane | Gratuit.

Vinça

Musique et orgue, 48^e édition

Organisé par l'association Jean-Pierre Cavallé, le festival propose cinq concerts entre le 7 et le 21 juillet en l'église Saint-Julien Sainte-Baselisse de Vinça autour de l'orgue baroque de l'église.

Le magnifique orgue de l'église de Vinça est le cœur de la manifestation. Il sera présent lors de trois concerts et en prélude lors des deux autres, place sera aussi faite à la voix avec le Chœur de chambre de Perpignan et pour le concert de clôture avec l'ensemble Artemisia, voix et luth.

À noter également pour cette édition 2023 la participation d'élèves de danse du conservatoire lors du concert orgue flûte et danse du 16 juillet.

Le festival est heureux de recevoir Michel Bouvard, organiste titulaire de l'église Saint-Sernin de Toulouse (9 juillet) ; le trompettiste Emmanuel Alemany avec son collègue Fabien Norbert et Jean-Pierre Lecaudey, titulaire de l'orgue de Saint-Rémy-de-Provence (15 juillet).

Au programme :

■ **Partages musicaux**, Yasuko & Michel Bouvard, orgue et Marie Bouvard, violon baroque. Ouverture du festival vendredi 7 juillet à 21 heures.

Bach, Biber, Cima, Du Mont, Gri-gny, Mozart... Des œuvres à 2, 3 et 4 mains illustreront une promenade organistique dans l'Europe des XVII^e et XVIII^e siècles, plus la touche de musique de chambre du violon baroque.

■ **Musiques sacrées du temps romantique**, chœur de Chambre de Perpignan, direction Didier Basde-vant, Clémence Dehay, piano et Aude Barrère, violoncelle, le samedi 8 juillet à 18 heures.
Schubert, Mendelssohn, Bruckner,

Brahms, Clara Schumann... des pages musicales d'une grande profondeur, mettant leur génie au service de la musique sacrée.

■ **Les plus belles pages des concertos** pour deux trompettes et orgue, solistes des Siècles : Emmanuel Alemany & Fabien Norbert, trompettes, Jean-Pierre Lecaudey, orgue (titulaire Collégiale Saint-Martin, Saint-Rémy-de-Provence), samedi 15 juillet à 21 heures.

Retrouver la Venise baroque avec le réjouissant concerto pour deux trompettes de *Vivaldi*, mais aussi *Haendel, Bach, Manfredini...*

■ **Élévations** : concert spirituel dansé, Raphaël Rodriguez, conception, Mai Saito, orgue

Benjamin Gaspon, tra.verso., le dimanche 16 juillet à 18 heures. Le festival invite les élèves de danse classique du CRR de Perpignan-Méditerranée à se produire sur des musiques du baroque européen. Le corps dansant participe ainsi d'une expérience spirituelle.

■ **Artemisia** : une fresque musicale au seicento, Caroline Arnaud, voix et Etienne Galletier, luth/théorbe/archiluth, vendredi 21 juillet à 21 heures.

Laissons-nous emporter par le pinceau passionné d'Artemisia Gentileschi, dans l'Italie baroque de Caravage, Galilée et Monteverdi. Elle-même chanteuse et luthiste, Artemisia se racontera à travers la musique des grandes compositrices qui furent ses

contemporaines : les sœurs Caccini, Barbara Strozzi, Francesca Campana, Lucrezia Vizana.

N.G.



Collioure

Noche flamenca, une magnifique soirée

Pedro Soler et Gaspar Claus, la danseuse Karine Gonzalez, la flûtiste Pauline Lamarque, ont créé à Collioure, autour d'Inès Bacán, une belle soirée entre amis.

Pour Inès Bacán, le flamenco est une riche et ancienne tradition familiale. Elle n'a pourtant commencé à chanter que très tard, mais s'est très vite produite internationalement. Amie de Pedro Soler, elle est bien connue et vivement appréciée chez nous où ses retours font date. À Collioure elle était entourée de Pedro, à la guitare bien sûr, de Gaspar Claus avec son violoncelle, de la flûtiste classique Pauline Lamarque, changeant pour une fois ses habitudes, et de la danseuse Karine Gonzalez. Le groupe était invité par la ville de Collioure et Pedro Soler menait le jeu, créant une soirée d'amis et pour amis qui fut à toutes et tous particulièrement sensible. Une mise en place rapide. Un premier passage de Karine dansant le flamenco. Puis, pour le plaisir de tous, accompagnée très doucement par les musiciens, Inès chante, de sa voix grave que quelqu'un a décrite comme « *la parole contenue et*



Un moment d'émotion : le chant dédié à la déportation des gitans.

explosive des plus silencieux, mélange de colère et de tendresse, de mélancolie et de feu, peut-être ce que Maeterlinck appelait "le trésor des humbles". » Dans sa robe rouge, Karine danse à nouveau, avant que Pedro se plonge dans ses souvenirs. Il évoque la Joselito, cette danseuse au zapateados inimitables qu'il a maintes fois accompagnée. Il joue la musique qu'il a créée après sa mort, voulant y retrouver, et y retrouvant à merveille, ces fameux zapateados que cette fois produit la guitare. Un grand moment d'émotion dans ce concert si chaleureux. Un autre moment d'émotion, plus dur et tendu, c'est lorsqu'Inès chante, accompagnée par tous, le chant, composé par son fils, dédié à la déportation des gitans. Avant qu'elle continue à chanter, seule, a capella au milieu du tonnerre d'applaudissements final.

Y.L.

Port-Vendres

Fred Metayer en concert

Samedi 24 juin à 20h30, à la Maison des mots, 1, rue Arago, l'association « *Les mots, l'émotion* » invite Fred Métayer pour un concert exceptionnel. Auteur, compositeur, interprète et musicien, Fred Métayer est un artiste à la voix inoubliable et à la guitare tranchante. Ses mélodies sont aux carrefours du rock, de la chanson française, du reggae émouvante. Réservation (nombre limité de places) au 06.07.90.03.89 ou lesmotslemotion@gmail.com. Entrée 14€, réduit 12€.

Fonds Marianne

Marlène Schiappa, la défausse

Des dysfonctionnements ont eu cours dans l'attribution des dotations du fonds Marianne. Mise en cause, Marlène Schiappa s'explique, elle n'en serait en rien « responsable ».

Auditionnée pendant trois heures par la commission d'enquête sénatoriale qui cherche à éclaircir les zones d'ombre autour de ce programme « *ni transparent, ni équitable* » selon l'Inspection générale de l'administration, Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative, a rejeté toute responsabilité personnelle dans les « *dysfonctionnements* » du pilotage du fonds Marianne. Celle qui a lancé, en grande pompe dans les médias, en avril 2021, ce fonds de dotation visant à lutter contre la radicalisation islamiste en ligne, en réponse à l'assassinat de Samuel Paty, a eu deux stratégies. Soit répondre à côté des questions, soit prendre ses distances avec les autres protagonistes de l'affaire : les lauréats mis en cause comme Mohamed Sifaoui, le comité interministériel avec qui elle a mis en œuvre le fonds Marianne, ou même les membres de son propre cabinet. « *Je n'interviens pas personnellement, je ne suis pas dans le comité de sélection. Ce n'est pas mon rôle* », a-t-elle répété.

Aucune grille de notation, aucune explication, aucun motif

« À aucun moment de votre audition, vous n'avez mis en jeu votre propre responsabilité : vous dites, c'est l'administration, c'est le cabinet. Non, Madame, une décision du cabinet engage le ministre. Oui, Madame la ministre, vous êtes responsable », tance en retour le président de la commission d'enquête, Claude

Raynal (PS).

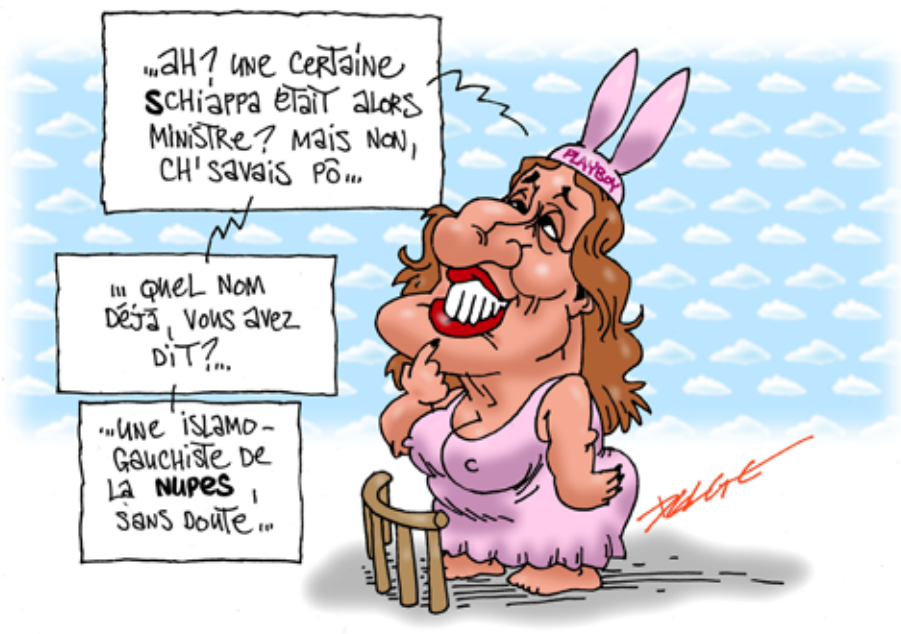
L'appel à projets lancé en 2021, par le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, a été fait à la va-vite, en quatre jours par une seule personne de son ministère. Elle n'était « *pas au courant* ». Aucune grille de notation, aucune explication, aucun motif n'a accompagné la prise de décision du comité de sélection répartissant

les 2,5 millions d'euros de dotation.

On retrouve bien là, le système macronien, fait, à la fois de mépris pour les institutions et de sentiment d'être intouchable. Marlène Schiappa était déjà bien connue pour son côté superficiel et « *people* » qui plaît tant dans les allées du pouvoir. Son audition ne fait que confirmer cette impression.

Roger Rio

Fonds Marianne : Marlène savait même pas rien du tout, d'abord !

**Vétérans****Une militante honorée**

Yvette Lucas vient d'être distinguée comme présidente d'honneur de l'Amicale nationale des Vétérans et de la mémoire militante du PCF. Elle nous dit quelle importance a pour elle sa participation de plus de vingt ans au bureau national de l'Amicale.

De ce travail classique d'un bureau national je retiendrai surtout deux aspects.

Le premier est que, surtout dans les premières années où j'y participais, j'ai rencontré des militants historiques comme Louis Baillot, Claude Leconte, journaliste à *l'Humanité*, et Henri Martin pour qui nous nous étions tant battus dans les années 50. Après des actions de jeune résistant, Henri Martin s'était engagé dans la marine. Lorsqu'il arriva en Indochine il était à bord du *Chevreuil*, l'un des trois avisos qui qui bombardaient Haïphong. Il refusa de se battre contre les résistants vietnamiens et demanda en vain la résiliation de son contrat. Le 14 mars 1950, Henri Martin et son groupe furent arrêtés par la police. Il avait alors 23

ans. Il fut condamné à cinq ans de réclusion et à la dégradation militaire.

Après une campagne nationale exigeant sa libération immédiate il ne fut libéré qu'en 1953. Excellent camarade, et véritable ami, Henri était à notre bureau un homme d'une extrême douceur, mais toujours capable d'une grande ténacité. Il y avait, il y a encore bien d'autres camarades à ne pas oublier, comme dans les P-O. notre président Francis Sentis, qui nous a tant apporté.

Un autre aspect important de ma présence au bureau national a été le moment où, lors d'un congrès du parti, nous avons obtenu que l'Amicale se nomme désormais Amicale des Vétérans et de la mémoire militante.



Propos recueillis par Michèle Devaux

Mémoire

Comprendre l'histoire de l'immigration

Le nouveau musée national de l'histoire de l'immigration a ouvert ses portes le 17 juin dernier.

Voulu par Jacques Chirac, un musée de l'immigration avait ouvert en 2007, en l'absence de Nicolas Sarkozy. Après trois ans de fermeture, un nouveau musée de l'histoire de l'immigration, plus grand et plus accessible, notamment auprès d'un jeune public, vient d'ouvrir au Palais de la Porte dorée. Constance Rivière, directrice générale du Palais de la Porte dorée, et François Héran, professeur au Collège de France, étaient les invités de France Inter mardi 13 juin. Leur objectif, avec ce musée, était de « *dissoudre les préjugés et les stéréotypes dans la connaissance* » et de répondre à la question « *comment devient-on Français à travers le temps ?* ».

Une histoire accessible pour tous

Pour y parvenir, ils ont choisi d'associer des documents historiques, des oeuvres d'art, de la musique mais aussi des objets de parcours intimes de personnes qui n'ont pas souvent la parole, autrement dit d'associer des données scientifiques et des visages. Pour rendre accessible à tous une histoire complexe, le parcours est chronologique, avec 11 dates repères et symboliques de 1685 (avec une maquette du navire l'Aurore pour mesurer la traite de l'esclavage) à nos jours, en passant par le dos-

sier de Picasso qui n'a jamais été naturalisé Français. Pour réussir à bâtir un destin commun, selon Constance Rivière, il faut admettre que depuis plus de trois siècles, la France est un pays d'immigration et qu'un Français sur trois est issu de l'immigration. « *On peut s'en réjouir ou le déplorer, mais c'est une réalité historique* ». « *Seuls 5% de la population n'a pas de grands-parents immigrés* ».



Un sondage révélateur

Le sondage effectué avant l'ouverture du musée, a révélé la méconnaissance des Français sur l'immigration. Sur 1000 personnes interrogées, une seule répond correctement. Ils minorent par exemple la proportion de femmes

immigrées (qui représentent 50% des immigrés) et la proportion d'immigrés diplômés (en fait 40%).

Pour François Héran, ce n'est pas surprenant si le nombre d'immigrés est surestimé car les Français incluent la deuxième génération, pourtant née en France, et les Domiens. Ce qui est surprenant en revanche, c'est que dans les enquêtes internationales, c'est en France qu'il

ya le plus de surestimation. Pour lui, elle est « *liée au débat public actuel* » et est « *très dépendante de l'affiliation politique* ». « *Ce ne sont pas des constats objectifs. Ce sont des jugements politiques* ».

Pour Constance Rivière, le rejet de l'autre est une constante. « *Toutes les vagues d'immigration se sont constituées avec des montées de xénophobies, des violences et la peur de l'autre* ». On a peur de l'autre parce qu'on ne le connaît pas. Le but du musée est justement d'apporter cette connaissance.

Des visites guidées sont prévues le 8 juillet et le 9 août. Seule ombre au tableau, les conférenciers actuels devraient être remplacés par des intervenants privés.

Anne-Marie Delcamp

Article intégral sur le site du TC : <http://letc.fr>
Pour plus d'informations : histoire-immigration.fr/exposition-permanente

Frais d'inscription

Haro sur les étudiants étrangers

Une proposition de loi déposée par le groupe LR le 5 juin, dans le cadre du projet de loi immigration, a fait réagir France Université et la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI). Elle propose la majoration des frais d'inscription pour les étudiants hors UE, la création d'une « *caution retour* » et le renforcement du « *caractère réel et sérieux* » des études suivies par les ressortissants étrangers. Dans un communiqué de presse ces pontes dénoncent la « *sélection par l'argent* » et donc une « *authentique marchandisation de l'enseignement supérieur* ». Ils rappellent que la France se situe à la 7^e place mondiale en termes d'accueil des étudiants internationaux, loin derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne, alors qu'elle était la 3^e il y a dix ans. Ce nouveau frein est, pour eux, en contradiction avec l'ambition du plan « *Bienvenue en France* », lancé en 2019 qui vise à accueillir un demi-million d'étudiants étrangers en 2027. Pour eux « *freiner l'ambition de celles et ceux qui viennent se former en France, c'est fragiliser*

la compétitivité et l'excellence scientifique françaises ». Cette lapalissade de bon sens a-t-elle des chances d'être entendue dans le contexte xénophobe actuel ?

A.-M. D.



Des atouts bradés !

N'ayant pas été foutus d'éviter une catastrophe annoncée lors de la dernière municipale de Perpignan, avec l'élection d'Aliot comme maire de la ville (il faut dire que son prédécesseur Pujol lui avait par ses choix, son inertie, la médiocrité de sa gestion et de son équipe, préparé le terrain), nous faisons avec. Et lui fait comme nous, il joue au malin, il ne provoque rien, il gère. Il nous fait quelques fêtes d'un intérêt très limité, il met de temps à autre de l'ordre dans son cabinet où il semble avoir le souci d'être obéi, il dit aussi du mal des étrangers, du bien de l'Algérie française et de ses « héros » ... Mais il ne hisse pas la ville dans les plus hautes sphères de l'idéologie de l'extrême droite, il ne fait pas du Zemmour, ni du Jean-Marie dont il faut quand même rappeler qu'il fut le chef de cabinet. Un modèle donc de dédramatisation, façon RN... sans doute préparant la suite... Voir les présidentielles de 2027.

Faire avec

Ce qui, dans la presse nationale, conduit certains de nos confrères à s'interroger sur la politique du



RN dans la seule ville de plus de 100 000 habitants qu'il dirige. En particulier dans les domaines culturels. Les derniers en date, Télérama du 10 juin s'intéresse à Perpignan dans un dossier intitulé « Face au RN une cohabitation forcée ». La finalité du dossier semble être de faire la démonstration que content, pas content, nous faisons avec... et que ma foi tout le monde y trouve son compte.

À la Casa musicale, il veut laisser poursuivre son action trans culturelle en direction d'une jeunesse diverse dans une zone compliquée de la ville, où il brutalise surtout les maisons délabrées du quartier. Il se sert d'un ancien culturel de l'équipe précédente, André Bonet qui a vu, après de multiples contorsions politiques, dans le RN la possibilité de devenir enfin autre chose qu'un ornement dérisoire, peine perdue.

Faire mumuse

En 2022, il a maintenu les subventions. En 2023, il a commencé à rogner... à cause de l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires. Ce n'est pas sa faute. Il est aussi colère quand il apprend que Louise Attaque et Indochine ne joueraient pas à Perpignan, si les Déferlantes s'y implantaient. Il semble allergique à la catalanité. Il veut imposer ses choix pour la direction de la scène nationale du Théâtre de l'Archipel, en s'asseyant sur les pratiques habituelles entre les différents financeurs. Mais sans provocation. « Poc à poc », comme il ne sait pas dire, il tisse une toile qui tourne le dos pour la ville à toute grande ambition culturelle (il nous incite surtout à faire mumuse), alors que son histoire, sa position géographique, sa langue, son université, ses créateurs témoignent d'atouts certains (s'en moque-t-il ?) et Télérama voudrait nous faire croire que ce n'est pas grave. Ce ne serait pas la peine de secouer les consciences. Erreur !

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par **DELGE**



Suivez-nous



ELNE / 66

LES VERGERS DE LAS CLOSES

Devenez propriétaire de la maison de vos rêves
au cœur d'un paysage naturel d'exception
au bord de la Méditerranée

TERRAINS À BÂTIR

VIABILISÉS ET LIBRES DE CONSTRUCTEUR



À 15 min* de Perpignan
et à 10 min* des plages
de Saint-Cyprien



Infrastructures
scolaires pour les petits
jusqu'au collège



Une ville chaleureuse avec
des restaurants et des commerces à
proximité

[nexity.fr](https://www.nexity.fr)
04 88 69 56 96
Prix d'un appel local

[icafe-immobilier.com](https://www.icafe-immobilier.com)
04 13 13 01 34